

Appel à manifester en mémoire de Rémi Fraise et à dénoncer les violences d'État

Le 26 octobre 2014, les provocations des forces de l'ordre à l'encontre des opposants au barrage de Sivens se soldèrent par la mort de Rémi Fraise. Le rapport d'enquête de l'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN) concluait quelques semaines plus tard qu'« en l'état des informations recueillies au cours de cette enquête, et au plan administratif [...], l'IGGN ne dispose pas d'éléments permettant de caractériser une faute professionnelle ». Mais l'enquête judiciaire déterminera-t-elle la responsabilité des décideurs d'avoir autorisé l'utilisation des grenades offensives pour maintenir l'ordre de cette obsessionnelle guerre économique qu'on nous demande fanatiquement de mener contre toute raison ? Car il s'agit bien pour ceux-là de l'ordre économique actuel qu'il faut maintenir.

Le 30 juillet 2010, Nicolas Sarkozy, lors de son discours haineux de Grenoble, en appelait à une plus grande fermeté envers les *délinquants* « d'origine étrangère » menaçant les honnêtes travailleurs français et légitimant le recours à des mesures législatives et des moyens matériels toujours plus importants et sécuritaires envers les immigrés. Mais il fallait être bien naïf pour ne pas comprendre qu'on visait ici à durcir la répression non seulement contre le *mauvais immigré qui ne s'intègre pas*, mais aussi pour « liquider l'héritage de mai 68 » et la contestation, de manière plus générale.

Le 21 octobre 2010, durant la manifestation contre la réforme des retraites, les forces de l'ordre encerclaient pendant plusieurs heures la place Bellecour à Lyon puis sélectionnaient au faciès les individus ayant le droit de quitter la place ou non. C'est sous le gouvernement Hollande que les pompiers grenoblois furent traités avec mépris durant le mois de décembre 2013 alors qu'ils s'opposaient à l'augmentation du temps de travail qui leur a été imposée. Durant ce mouvement, un pompier gréviste perdit un œil à cause d'un tir de flash-ball ; le tireur et ses responsables ne furent jamais inquiétés par la justice. Il faut aussi compter la grandiloquence des moyens employés pour déloger les occupants dénonçant les Grands Projets Inutiles et Imposés (GPII) : 1200 gendarmes et policiers, 2 hélicoptères pour évacuer la ZAD de Notre Dame des Landes le 16 octobre 2012 et 500 autres le 23 novembre 2012 ; 300 gendarmes pour évacuer une vingtaine de personnes à la ZAD de Sivens le 6 mars 2015 (selon le site Le Monde.fr du 6 mars 2015). Régulièrement la force est employée de manière musclée pour évacuer certains squats comme au 51 rue des Eaux-claires à Grenoble le 30 mai 2015 et quelquefois de manière illégale comme pour l'évacuation de « Garave », le 8 août 2015 à Fontaine, près de Grenoble.

Mais c'est surtout dans le silence médiatique que la police tue régulièrement, de préférence dans les quartiers populaires. C'est là que le racisme refoulé des policiers peut se lâcher en toute légitimité puisque le gouvernement et les médias de masse y ont fabriqué l'image type du « délinquant », comme ce fût le cas pour Amadou Koumé le 6 mars 2015, Mehdi Bouhouta le 3 septembre 2015 et bien d'autres auparavant. En quatre décennies, entre 500 et 1 000 personnes auraient ainsi succombé, directement ou indirectement, des suites d'une opération de police, selon le lien : <http://www.bastamag.net/Bavures-policieres-mortelles>.

Les dérives à cette idéologie sécuritaire ne se sont pas faites attendre non plus. Nos élus locaux, en n'hésitant pas à réduire les divers opposants aux GPII à des « Khmers verts », « djihadistes verts » ou « minorité agissantes », ont stimulé les plus aliénés au système à s'organiser en milices agissant de façon autonome sous le regard bienveillant des forces de l'ordre. Ce fut le cas dans le cadre de l'opposition au barrage de Sivens où durant une semaine des adhérents à la FNSEA firent le siège de la ZAD et s'en prirent physiquement aux opposants au projet. De même concernant l'opposition au Center Parcs dans les Chambarans où les opposants durent faire face à des agressions physiques, des jets de cocktail molotov incendiant une construction et des véhicules et un déluge d'insultes sur les réseaux sociaux incitant à la violence et au meurtre. Dans un contexte un peu différent, cette dérive incite aussi à exprimer ses idées fascistes comme ce fut le cas récemment lors de l'expulsion par des riverains d'une famille Rrom qui avait trouvé refuge dans une maison inhabitée de la commune de Saint Martin d'Hères.

Parce que la mort de Rémi Fraise ne doit pas tomber dans l'oubli, parce que les forces de l'ordre ont toujours été la main armée des gouvernants quels qu'ils soient, parce que nous refusons ce monde tel qu'il se construit, nous vous appelons à venir manifester le 24 octobre 2015 à 14 h au Jardin de Ville à Grenoble. Après la manifestation : projection du film "La résistance respire" sur la lutte contre le barrage de Sivens.

Collectif grenoblois de soutien à la ZAD des Chambarans

Correspondance : soutienchamba@riseup.net